

PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2015-2020

Encore du chemin à faire

CYNTHIA LAFLAMME

cynthia.laflamme@lavoixdelest.ca

GRANBY — La construction de logements sociaux envisagée dans les prochaines années et les moyens pour augmenter les revenus des personnes dans le besoin prévus dans le nouveau plan d'action interministériel en itinérance sont insuffisants, selon le Groupe actions solutions pauvreté (GASP), de Granby.

Selon le coordonnateur du GASP, Nicolas Luppens, il y a du positif et du négatif à tirer du plan d'action de Québec intitulé *Mobilisés et engagés pour prévenir et réduire l'itinérance*. Il souligne l'intégration dans la politique des cinq

axes d'intervention soumis par le Réseau solidarité itinérance du Québec, soit le logement, le revenu, les services de santé et de services sociaux, l'éducation et la cohabitation sociale.

« On ne sait pas si ces mesures-là vont s'appliquer en région. C'est le flou artistique autour du plan d'action interministériel. Dans le fond, il y a une série de moyens, mais dans la mécanique, comment ça va être appliqué, il y a très peu d'informations. On reste sur notre faim », souligne-t-il.

Les unités de logements sociaux qui se construiront dans les prochaines années vont en grande majorité aux grands centres que sont Montréal, Québec et Gatineau. M. Luppens indique que ce sont 400 unités de logements pour les

trois grandes villes et 100 unités de logement pour le reste du Québec. « Pour nous, c'est complètement insuffisant », lance-t-il.

ET À GRANBY ?

Il mentionne qu'une analyse réalisée il y a deux ans place Granby bonne dernière sur vingt municipalités évaluées sur leur nombre de logements sociaux. Granby a « moins de cinq logements sociaux par 1000 habitants. Il y a beaucoup de villes similaires qui affichent le double. On aurait besoin d'au moins 300 logements sociaux supplémentaires », analyse-t-il. Au printemps dernier, plus de 370 personnes étaient sur la liste d'attente de l'OMH, ajoute-t-il.

« C'est la même chose au niveau du revenu. Ça fait plusieurs années

qu'on dit au gouvernement que, pour combattre l'itinérance, il faut s'attaquer au revenu. Dans le plan interministériel, ce qui est identifié comme moyen, c'est de trouver des mesures au niveau du revenu des personnes qui pourraient être à risque ou en situation d'itinérance, relate M. Luppens. Nous, on trouve que c'est vraiment insuffisant. On voit de plus en plus de travailleurs à faible revenu qui fréquentent les organismes communautaires. »

Et parlant de revenu, le coordonnateur pense à l'augmentation considérable du salaire minimum et de l'aide sociale.

« C'est aussi le fait que ce plan-là se vante d'être une suite logique de la politique en itinérance avec des sommes et des moyens plus ambitieux. On voit une série de volontés



Nicolas Luppens, coordonnateur du GASP, est déçu du nouveau plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020, présenté le mois dernier.

— PHOTO ARCHIVES LA VOIX DE L'EST

politiques, mais c'est vraiment au niveau des moyens qu'on trouve que ça manque. »